

Séance plénière du 16 juin 2010

**COMPTE ADMINISTRATIF 2009**

Le Conseil économique et social régional,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 4134-1 et suivants ;

Vu le décret n° 2001-731 du 31 juillet 2001, modifiant le code général des collectivités territoriales et relatif à la composition et au renouvellement des conseils économiques et sociaux régionaux ;

Vu l'avis des 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> commissions ;

Vu l'avis du bureau,

Monsieur Bernard DUBOIS, rapporteur entendu ;

**DELIBERE**

Le CESR doit se prononcer sur le compte administratif 2009 qui permet de constater les dépenses et les recettes réalisées, secteur d'activité par secteur d'activité.

L'année 2009 a été marquée par un contexte économique et financier difficile. C'est pourquoi la Région avait lancé un plan de soutien économique et social lors de la DM n° 1 et la mise en œuvre de six mesures en faveur des jeunes lors de la DM n° 2 de 2009.

Pour la première fois, le compte administratif est complété par un rapport d'activités qui permet de rendre compte des actions de la Région de manière pédagogique en resituant ses responsabilités, en rappelant les temps forts de l'année et en donnant quelques chiffres clés.

## I - LA REALISATION DES DEPENSES

Le montant total des dépenses réelles constatées pour l'exercice 2009 s'élève à 985,81 millions d'euros (hors résultat reporté et hors opérations de gestion) contre 942,988 M€ en 2008, soit une progression de 4,54 %.

Les dépenses d'intervention régionales, qui représentent 89 % des dépenses de la Région, se sont élevées à 877,943 M€ contre 833,841 M€ en 2008, soit une augmentation de 5,3 %.

Le compte administratif intègre les dépenses d'investissement supplémentaires prévues dans le cadre de la DM n°1 pour un montant total de 17,525 M€ au titre du plan de relance économique. Ces dépenses ont été financées presque en totalité par le remboursement anticipé du FCTVA, la Région ayant saisi en mars 2009 l'opportunité de bénéficier de ce fonds (mis à disposition par l'Etat dans le cadre de son plan de relance) pour accélérer les investissements. Le CESR aurait souhaité avoir des précisions sur l'utilisation de ce FCTVA.

Les taux de réalisation des dépenses d'intervention régionales (hors reste à réaliser) sont de 99,79 % en investissement et de 90,9 % en fonctionnement, comme en 2008 (cf. tableau des taux de réalisation en annexe). On observe de très bons taux dans les domaines de compétences obligatoires de la Région (lycées, apprentissage, formation, transports) où les taux d'investissement dépassent même les 100 %.

Par contre, d'autres secteurs (recherche, économie...) présentent des taux plus faibles. Même quand on inclut le reste à réaliser de 35,663 M€, ce sont près de 20 millions d'euros qui ne sont pas utilisés, soit notamment :

- 5,25 M€ pour l'économie-innovation,
- 7,52 M€ pour la recherche et technologie,
- 9,87 M€ pour l'Europe et la coopération décentralisée.

Le CESR s'étonne de la sous-consommation des crédits dans les domaines de l'économie et de l'innovation et de la recherche, considérés comme prioritaires par la Région dans son budget 2009. Les appels à projets « recherche » ont malgré tout nécessité des inscriptions de crédits supplémentaires. On aurait pu penser qu'en période de crise, les dépenses se concentreraient sur ces domaines.

Le budget de la recherche est chroniquement en sous réalisation. Si certains retards s'expliquent (ex : mise en place retardée du PRES notamment), le CESR s'interroge sur les retards pris régulièrement sur de nombreux projets. Il souhaite que la Région réfléchisse avec les partenaires pour que les projets soient mieux étudiés en amont et pour améliorer le processus, tout en n'ignorant pas les spécificités de ces domaines.

S'agissant des six mesures « jeunes » adoptées à la séance plénière de mars 2009, des crédits avaient été prévus pour un montant de 1,260 M€. L'absence de bilan dans le compte administratif ne permet pas de voir si ces crédits ont été intégralement consommés. Une évaluation de ces mesures s'avère nécessaire dès que possible.

En matière de transports, la rénovation du matériel se poursuit avec la commande de 14 nouvelles rames à deux niveaux pour Paris – Chartres – Le Mans. Le CESR espère que la question de la maintenance est bien prise en compte dans les appels d'offres et dans les coûts.

## II - LES RECETTES

Le montant des recettes de la Région constatées pour l'exercice 2009 est de 991,159 millions d'euros (hors opération de gestion de la dette et hors résultat reporté). Il est à la hauteur de ce qui était attendu malgré la diminution de l'autonomie fiscale des Régions.

Les recettes fiscales, qui s'élèvent à 301,130 M€, sont plus élevées que le montant attendu grâce aux cartes grises (effet positif de la prime à la casse).

Mais, la part la plus importante des ressources de la Région provient désormais des dotations et compensations que verse l'Etat (540,6 millions d'euros en 2009 y compris la TIPP) pour compenser partiellement ses décisions d'exonération, d'abattement, de réduction d'assiettes et de suppression d'impôts locaux.

Les produits des dotations sont conformes aux prévisions et sont supérieurs aux produits de 2008 en raison de l'avance du FCTVA sur les dépenses d'investissement de 2008. Par contre, comme le craignait le CESR, le produit des compensations fiscales est en baisse de 9,2 % par rapport à 2008.

Par ailleurs, le CESR se félicite que les recettes du TER Centre aient progressé de près de 5 % en 2009, en raison de la hausse de la fréquentation qui semble due en partie à l'amélioration de l'utilisation des tarifications régionales.

Libellé	Réalisé 2008	BP 2009	Réalisé 2009	Variations 2009/2008
<b>Total fiscalité directe (*)</b>	<b>196 630 340</b>	<b>201 362 307</b>	<b>204 051 462</b>	+ 3,77 %
Cartes grises	70 657 231	64 884 000	70 722 357	+ 0,09 %
Taxe additionnelle apprentissage	25 665 850	26 310 000	26 356 541	+2,69 %
Droits de mutation	78 023		85,72	-
<b>Total fiscalité indirecte</b>	<b>96 401 104</b>	<b>91 194 000</b>	<b>97 078 983</b>	+ 0,70 %
<b>Total fiscalité directe et indirecte</b>	<b>293 031 442</b>	<b>292 556 307</b>	<b>301 130 445</b>	+ 2,76 %
<b>Dotations et compensations fiscales de l'Etat</b>	<b>525 537 417</b>	<b>540 863 120</b>	<b>540 659 038</b>	+ 2,87 %
Dont compensations fiscales	(12 768 153)		(11 593 756)	- 9,2 %

(\*) Fiscalité directe (taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties, taxe professionnelle)

## III - LA SITUATION FINANCIERE A FIN 2009

Le CESR observe pour l'année 2009 le respect des objectifs financiers fixés, avec néanmoins à nouveau une légère dégradation des ratios :

Ainsi :

- le taux d'épargne brute ressort à 26,41 % (28,8 % en 2008, 32,42 % en 2007) pour un objectif fixé aux alentours de 30 % des recettes de fonctionnement,
- l'épargne nette se situe à 184,4 M€ (203,1 M€ en 2008 et 216,795 en 2007) pour un objectif cible supérieur à 150 M€,
- et la capacité de désendettement se situe à 2 ans et 5 mois (deux ans et un mois en 2008, deux ans en 2007) pour un objectif fixé à 3 ans maximum.

L'emprunt a été levé à hauteur de 65 millions d'euros (au lieu de 80,5 prévus au BP). Mais le CESR relève un reste à réaliser d'emprunt de 28 M€, soit un total de 93 M€ pour couvrir l'ensemble des dépenses 2009.

Les restes à réaliser s'élèvent 39,708 millions d'euros en dépenses et 39,001 M€ en recettes.

L'excédent reporté (11,206 M€), diminué des restes à réaliser, s'établit à 10,499 millions d'euros. Ces données financières seront reprises dans le budget 2010 par la DM n° 1 sur laquelle le CESR est également amené à se prononcer.

La dette de la Région est modérée par rapport au budget et par rapport aux autres Régions. Néanmoins, on observe au 31/12/2009 une augmentation de 22,024 M€ de l'encours de la dette (529,358 M€ en 2009) par rapport à 2008.

Au regard de l'évolution des budgets au fil des années, du contexte économique et social et des ressources qui sont de plus en plus figées, il convient d'être prudent concernant l'évolution de la dette.

### **Evolution de l'encours de la dette depuis 2003 :**

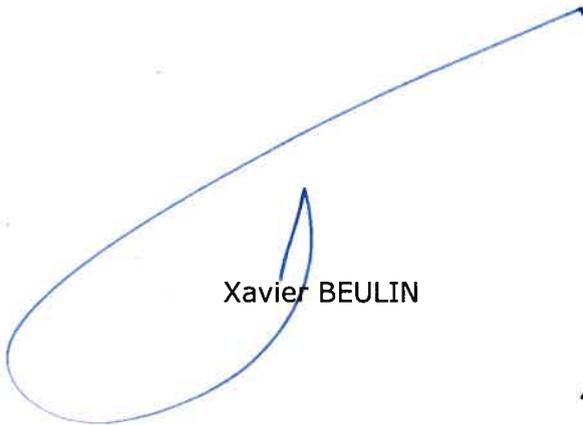
<b>2003</b>	330,045 M€	
<b>2004</b>	399,238 M€	+ 69,193 M€
<b>2005</b>	421,193 M€	+ 21,955 M€
<b>2006</b>	451,764 M€	+ 30,571 M€
<b>2007</b>	481,131 M€	+ 29,37 M€
<b>2008</b>	507,334 M€	+ 26,203 M€
<b>2009</b>	529,368 M€	+ 22,034 M€

### **En conclusion**

Le CESR prend acte du respect par la Région des engagements pris dans le Budget primitif, comme le montrent les taux de réalisation importants, en particulier en investissement. La Région présente une situation financière saine. Néanmoins, dans un contexte d'incertitude et de contraintes des recettes, il conviendra dans le cadre des orientations budgétaires pour 2011 de « revisiter » ses politiques et de préciser ses priorités.

La présentation du « 1<sup>er</sup> rapport d'activités », qui est à la fois un document de communication et pédagogique, est un complément appréciable du compte administratif, simple présentation de l'exécution budgétaire.

Avis adopté à l'unanimité



Xavier BEULIN

## ANNEXES

### Etude des soldes intermédiaires de gestion

#### Base Comptes administratifs

	<b>2009 avec reste à réaliser</b>	<b>2008 avec reste à réaliser</b>	<b>2007 avec reste à réaliser</b>	<b>2006 avec reste à réaliser</b>	<b>2005 avec reste à réaliser</b>	<b>2004 avec reste à réaliser</b>
	<b>Centre</b>	<b>Centre</b>	<b>Centre</b>	<b>Centre</b>	<b>Centre</b>	<b>Centre</b>
<b><u>Fonctionnement</u></b>	milliers €	milliers €	milliers €	milliers €	milliers €	milliers €
recettes réelles de fonctionnement	846 414	821 205	761 033	698 632	630 145	546 181
dépenses réelles fonctionnement	637 519	603 365	532 736	493 466	429 688	382 016
<b>Epargne de gestion</b>	<b>208 894</b>	<b>217 840</b>	<b>228 297</b>	<b>205 166</b>	<b>200 457</b>	<b>164 165</b>
intérêt de la dette	15 932	20 629	17 121	12 330	10 504	9 217
<b>Epargne Brute</b>	<b>192 963</b>	<b>197 211</b>	<b>211 176</b>	<b>192 836</b>	<b>189 953</b>	<b>154 948</b>
Remboursement en capital	36 178	33 582	29 252	23 930	24 637	21 962
<b>Epargne nette</b>	<b>156 785</b>	<b>163 629</b>	<b>181 924</b>	<b>168 906</b>	<b>165 316</b>	<b>132 986</b>
<b><u>Investissement</u></b>						
recettes réelles	90 708	62 438	63 504	60 956	57 109	52 882
dépenses réelles	342 694	325 413	335 214	304 260	300 706	307 134
<b>Besoin de financement</b>	<b>95 201</b>	<b>99 346</b>	<b>89 786</b>	<b>74 398</b>	<b>78 281</b>	<b>121 266</b>
<b>Emprunt</b>	93 000	99 700	94 121	84 200	82 469	121 928
<b>Résultat de l'exercice sans report</b>	<b>- 2 202</b>	<b>354</b>	<b>4 335</b>	<b>9 802</b>	<b>4 188</b>	<b>662</b>
Report de l'année antérieure	12 701	12 345	9 892	109	830	175
<b>résultat de clôture</b>	<b>10 499</b>	<b>12 699</b>	<b>14 227</b>	<b>9 911</b>	<b>5 018</b>	<b>837</b>

## Taux de réalisation des dépenses – CA 2009

<b>D E P E N S E S</b>							
<b>TOTAL INTERVENTIONS REGIONALES</b>	<b>Rappel CA 2008 (réalisé)</b>	<b>Voté 2009 BP + DM (s)</b>	<b>Réalisé 2009 (a)</b>	<b>% de réalisation hors reste à réaliser</b>	<b>Reste à réaliser au 31/12/09 (b)</b>	<b>Total dépenses 2009 (a + b)</b>	<b>Evolution réalisé 2008/2009</b>
<b>TOTAL</b>	<b>833 841 569</b>	<b>933 463 167</b>	<b>877 942 920</b>	<b>94,05</b>	<b>35 662 858</b>	<b>913 605 778</b>	5,28
Investissement	322 608 268	332 940 723	332 271 524	99,79	1 915	332 273 440	2,99
Fonctionnement	511 233 301	600 522 443	545 671 396	90,86	35 660 942	581 332 338	6,73
<b>FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE</b>	<b>73 890 301</b>	<b>88 270 153</b>	<b>81 623 875</b>	<b>92,47</b>	<b>5 429 463</b>	<b>87 053 338</b>	<b>10,46</b>
Investissement	1 028 915	450 000	480 570	106,79	0	480 570	- 53,29
Fonctionnement	72 861 386	87 820 153	81 143 305	92,39	5 429 463	86 572 768	11,36
<b>APPRENTISSAGE</b>	<b>99 514 227</b>	<b>116 970 349</b>	<b>105 560 056</b>	<b>90,24</b>	<b>8 718 255</b>	<b>114 278 311</b>	<b>6,07</b>
Investissement	7 968 501	8 750 000	9 040 382	103,31	0	9 040 382	13,45
Fonctionnement	91 545 726	108 220 349	96 519 674	89,18	8 718 255	105 237 929	5,43
<b>ENSEIGNEMENT LYCEES</b>	<b>215 390 747</b>	<b>227 558 052</b>	<b>231 961 700</b>	<b>101,93</b>	<b>3 727 378</b>	<b>235 689 078</b>	<b>7,69</b>
Investissement	101 949 019	95 028 373	105 046 918	110,54	1 915	105 048 834	3,03
Fonctionnement y compris TOS	113 441 728	132 529 679	126 914 782	95,76	3 725 462	130 640 244	11,87
<b>FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES</b>	<b>44 234 560</b>	<b>43 872 749</b>	<b>40 078 964</b>	<b>91,35</b>	<b>1 529 721</b>	<b>41 608 685</b>	<b>- 9,39</b>
Investissement	4 484 340	4 000 000	1 884 248	47,10	0	1 884 248	- 57,98
Fonctionnement	39 750 220	39 872 749	38 194 716	95,79	1 529 721	39 724 437	- 3,91
<b>ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>10 969 695</b>	<b>12 832 503</b>	<b>10 848 206</b>	<b>84,53</b>	<b>645 985</b>	<b>11 494 191</b>	<b>- 1,10</b>
Investissement	4 831 242	7 313 000	6 646 537	90,88	0	6 646 537	37,57
Fonctionnement	6 138 453	5 519 503	4 201 668	76,12	645 985	4 847 654	- 31,55
<b>CULTURE</b>	<b>33 371 429</b>	<b>39 283 709</b>	<b>38 266 584</b>	<b>97,41</b>	<b>6 444 698</b>	<b>44 711 281</b>	<b>14,66</b>
Investissement	9 003 169	8 711 000	14 210 944	163,13	0	14 210 944	57,84
Fonctionnement	24 368 260	30 572 709	24 055 640	78,68	6 444 698	30 500 338	- 1,28
<b>SPORTS</b>	<b>6 731 618</b>	<b>10 596 925</b>	<b>6 341 703</b>	<b>59,84</b>	<b>539 109</b>	<b>6 880 812</b>	<b>- 5,79</b>
Investissement	2 894 821	5 312 150	2 549 430	47,99	0	2 549 430	- 11,93
Fonctionnement	3 836 797	5 284 775	3 792 273	71,75	539 109	4 331 382	- 1,16

<b>TOTAL INTERVENTIONS REGIONALES</b>	<b>Rappel CA 2008 (réalisé)</b>	<b>Voté 2009 BP + DM (s)</b>	<b>Réalisé 2009 (a)</b>	<b>% de réalisation hors reste à réaliser</b>	<b>Reste à réaliser au 31/12/09 (b)</b>	<b>Total dépenses 2009 (a + b)</b>	<b>Evolution réalisé 2008/2009</b>
<b>TERRITOIRES SOLIDAIRES</b>	<b>82 341 397</b>	<b>89 933 709</b>	<b>94 598 261</b>	<b>105,18</b>	<b>17 064</b>	<b>94 615 325</b>	<b>14,88</b>
Investissement	78 907 825	86 647 000	91 445 369	105,53	0	91 445 369	15,88
Fonctionnement	3 433 572	3 286 709	3 152 892	95,92	17 064	3 169 955	- 8,17
<b>TECHNOLOGIES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION</b>	<b>4 562 882</b>	<b>5 357 000</b>	<b>3 863 890</b>	<b>72,12</b>	<b>0</b>	<b>3 863 890</b>	<b>- 15,31</b>
Investissement	85 313	450 000	128 428	28,53	0	128 428	50,53
Fonctionnement	4 477 569	4 907 000	3 735 462	76,12	0	3 735 462	- 16,57
<b>ENVIRONNEMENT</b>	<b>10 699 608</b>	<b>15 348 270</b>	<b>11 363 772</b>	<b>74,03</b>	<b>1 808 715</b>	<b>13 172 487</b>	<b>6,20</b>
Investissement	5 135 124	7 579 400	5 406 775	71,33	0	5 406 775	5,29
Fonctionnement	5 564 484	7 768 870	5 956 998	76,67	1 808 715	7 765 712	7,05
<b>TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS</b>	<b>173 670 732</b>	<b>173 279 844</b>	<b>172 217 113</b>	<b>99,38</b>	<b>568 250</b>	<b>173 785 363</b>	<b>- 0,83</b>
Investissement	57 473 499	48 610 700	51 099 150	105,11	0	51 099 150	- 11,09
Fonctionnement	116 197 233	124 669 144	122 117 963	97,95	568 250	122 686 212	5,09
<b>TOURISME</b>	<b>10 598 888</b>	<b>11 488 578</b>	<b>9 255 249</b>	<b>80,56</b>	<b>1 166 042</b>	<b>10 421 291</b>	<b>- 12,67</b>
Investissement	6 282 489	6 751 700	5 691 115	84,29	0	5 691 115	- 9,41
Fonctionnement	4 316 399	4 736 878	3 564 134	75,24	1 166 042	4 730 176	- 17,42
<b>ECONOMIE INNOVATION</b>	<b>36 333 392</b>	<b>46 523 223</b>	<b>38 509 842</b>	<b>82,77</b>	<b>2 757 932</b>	<b>41 267 775</b>	<b>5,99</b>
Investissement	20 929 483	23 659 000	19 676 460	83,16	0	19 676 460	- 5,98
Fonctionnement	15 403 909	22 864 223	18 833 382	82,37	2 757 932	21 591 314	22,26
<b>RECHERCHE ET TECHNOLOGIE</b>	<b>20 164 656</b>	<b>26 196 617</b>	<b>17 560 255</b>	<b>67,03</b>	<b>1 117 976</b>	<b>18 678 231</b>	<b>- 12,91</b>
Investissement	13 086 408	16 466 100	10 704 369	65,00	0	10 704 369	- 18,20
Fonctionnement	7 078 248	9 730 517	6 855 886	70,45	1 117 976	7 973 863	- 3,14
<b>EUROPE ET COOPERATION DECENTRALISEE</b>	<b>11 367 436</b>	<b>25 951 483</b>	<b>14 893 451</b>	<b>57,38</b>	<b>1 192 270</b>	<b>16 085 722</b>	<b>31,01</b>
Investissement	8 548 120	13 212 300	8 260 829	62,52	0	8 260 829	- 3,36
Fonctionnement	2 819 316	12 739 183	6 632 623	52,06	1 192 270	7 824 893	135,25

